

Le stade du 26 mars rénove : Pour la bagatelle de 7 milliards de FCFA

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 05 JANVIER 2022

1011

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**Liberté provisoire
pour Oumar Mariko**

**Que fera le tonitruant
homme politique ?**



**Grève en vue des syndicats de la Santé :
Une mauvaise nouvelle pour le gouvernement !**



**Recrudescence des braquages : Un phénomène
qui prend de l'ampleur !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

04 Janv.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

2 852

Nouveaux cas confirmés

577

Nouveaux guéris

354

Nouveaux décès

02

Au cours des dernières 24 H

62 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
32 cas graves en soins intensifs
926 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

22 383

Guéris

19 279

Décès

670

dont 1 477 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.22



/ Une /



Liberté provisoire pour Oumar Mariko : Que fera le tonitruant homme politique ?

P.4

/ Brèves /



COMMUNIQUÉ DE LA SYNERGIE SAUVONS LE MALI - ANKA MALI KISI*
 Montée en puissance de l'armée malienne : Des dizaines de terroristes neutralisés en 72 heures
 Baptême du seuil Djenné : Quel nom donné à l'infrastructure ?
 Exploit des forces françaises au Niger : La persévérance est un talisman pour la vie
 Au sahel : L'année de tous les dangers pour la France
 Journée du sponsor au SIAMA : Orange-Mali magnifie ses clients

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.13

/ Actualité /



Trésor public : La DNGM fait un recouvrement record de 3.150.235.169 FCFA en 2021
 Mise en œuvre du PREM : Les journalistes s'imprègnent des réalisations
 Le stade du 26 mars rénove : Pour la bagatelle de 7 milliards de FCFA
 Grève en vue des syndicats de la Santé : Une mauvaise nouvelle pour le gouvernement !
 Recrudescence des braquages : Un phénomène qui prend de l'ampleur !

P.16

P.17

P.18

P.19

P.20

/ Politique /



La France mobilise ses voisins et alliés pour punir le Mali : Que font la CEDEAO et l'UA ?
 Mali-CEDEAO : Les maliens entre inquiétude et détermination
 Au Mali : La trêve des confiseurs profite au gouvernement de Transition

P.22

P.23

P.24

/ Culture & société /



3ème édition du Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA) : Le pari de bonne organisation gagné

P.26

/ International /



Chili : L'Assemblée constituante renouvelle sa présidence
 Soudan : Nouvelle journée de mobilisation contre l'armée

P.27

P.28

/ Sport /



CAN 2022 : Ibrahim Sangaré impose sa patte chez les Éléphants

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Liberté provisoire pour Oumar Mariko

Que fera le tonitruant homme politique ?

Les responsables du Collectif de Défense des Acquis Démocratiques (CODEF-AD) se sont réjouis et se félicitent de la liberté provisoire accordée à Oumar Mariko, ce mardi 4 janvier 2022 par le Tribunal de la Commune IV. Si l'incarcération de Oumar Mariko à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako a servi à quelque chose, c'est bien la création de ce collectif dont les initiateurs se réclament du Mouvement démocratique. En effet, c'est dans la foulée de l'arrestation de Oumar Mariko que

le collectif a vu le jour pour, disent-ils, dénoncer l'arbitraire qu'aura consisté l'arrestation de Oumar Mariko et peaufiner un plan de sauvetage de la démocratie malienne qu'ils estiment en danger aujourd'hui !

Réunis en Assemblée Générale, le mercredi 15 décembre 2021, ils ont décidé de mettre en place ce qu'ils ont appelé « Collectif de Défense des Acquis Démocratiques » (CODEF-AD). Dans la déclaration produite à cet effet, on note : « -Considérant les propos négation-

nistes sur les Martyrs de la Révolutions du 26 Mars 1991, -Considérant que ces propos sont une tentative de réécriture de la glorieuse résistance de notre Peuple face à l'autocratie, - Considérant que ces propos sont une alerte à ne pas baisser la garde face à des démolisseurs de la démocratie, -Considérant enfin que le début de matérialisation de ces propos a consisté en un recul des libertés fondamentales conquises de longue lutte, -DECIDENT de porter sur les fonts baptismaux un outil de

combat pour les libertés démocratiques dénommé Collectif de défense des acquis démocratiques, en abrégé "CODEF-AD".

Le CODEF –AD, qui se veut une sentinelle imprenable de vigilance permanente contre toute tentative de falsification de l'histoire du Mali tendant à minimiser ou à dénaturer le combat qui a abouti à la chute de la dictature endurée par le peuple malien de 1968 à 1991, se dit ouvert à toutes organisations politiques, à la société civile, aux personnalités indépendantes, à tout citoyen malien et à tout Panafricain qui a souci de sauvegarder et de renforcer les Acquis Démocratiques de la Révolution du 26 Mars 1991.

Ses responsables perçoivent donc la liberté

provisoire accordée à Oumar Mariko comme une victoire qui n'aurait peut-être pu se concrétiser aujourd'hui sans leur mobilisation. Un leurre ? Pour rappel, le Dr Oumar Mariko, avait été placé en garde à vue le 6 décembre, puis mis sous mandat de dépôt le lendemain 7 décembre. Il doit, selon des sources judiciaires, être jugé le 15 février prochain pour des propos injurieux contre le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga. Des propos tenus dans un message audio privé, qui a ensuite circulé sur les réseaux sociaux. Le leader du parti SADI n'est seul, il est mis en cause en compagnie de deux autres personnes, toutes en liberté aujourd'hui.

L'avocat de Oumar Mariko, Me Mamadou Is-

maël Konaté a annoncé à cette occasion sur son compte twitter « Heureux pour Dr Oumar MARIKO et Bakary CAMARA, qui recouvrent provisoirement la liberté/décision sur le siège remarquable d'une juge à l'écoute, un parquet attentif et des Confrères engagés et volontaires pour une justice des hommes, libre et indépendante. #LaLibeté #Justice ». Des propos qui augurent sans doute de belles perspectives pour Mariko, car son tonitruant avocat s'était engagé dans un bras de fer avec le parquet de la Commune IV... avant de se raviser sans doute !

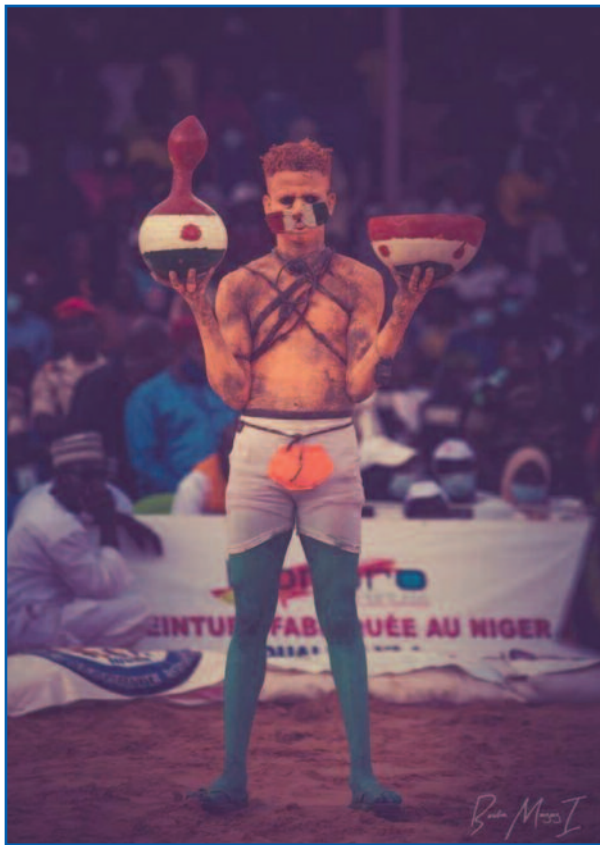
■ Yama DIALLO



■ ÉMIR DU SAHEL



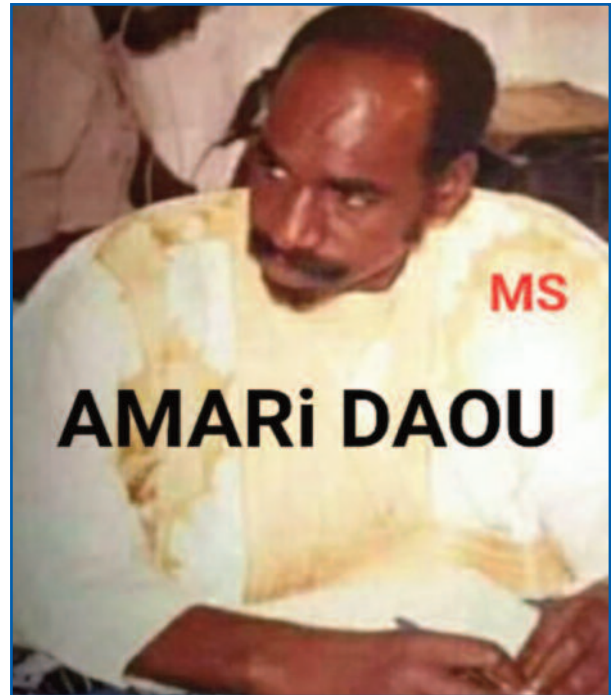
Cette photo doit faire le tour du monde. Il s'est peint aux couleurs du Niger, mais cet événement passe inaperçu. Vous l'aurez aperçu dans l'arène et aussi dans l'air du combat comme de son extérieur tenir ces objets aussi peints aux couleurs du pays le long de la 42ème édition de la lutte traditionnelle. Je ne connais pas son nom et sa famille. Mais une chose est sûre, ce qu'il développe au fond de lui est loin d'être une intention matérialiste. Il incarne le vrai patriotisme. Aidez-nous à lui rendre un hommage vibrant. Car il le mérite bien sûr ! Enfin nous osons espérer que les plus hautes autorités du Niger puissent trouver des moyens adéquats pouvant reconforter ces jeunes ambassadeurs de la paix !
ÉMIR DU SAHEL.



■ Mohamed Guirra Soumounou



AMARI DAOU(Ségou) c'est lui qui a amené le (DOUROUNI) au Mali en 1957. Le Dourouni fut dans le temps le premier moyen de transport urbain à Bamako.
Un homme généreux et bienfaiteur.
Dors en paix niawoury
M.Soumounou



■ Paul Diarra



Trois anciens ministres de la justice (Me KONATÉ, Me COULIBALY et Me BATHILY) pour défendre le dossier de Dr Oumar Mariko, Président du parti SADI.
#JusticeMali



■ Ouverture Média - OM



Accidents de circulation en 2021 : plus de 230 victimes enregistrées à Koulikoro



■ Malick Konate



Trois anciens ministres de la justice (Me KONATÉ, Me COULIBALY et Me BATHILY) pour défendre le dossier de Dr Oumar Mariko, Président du parti SADI.

Il a été mis en liberté provisoire ce mardi 04 janvier 2022 en attendant son jugement prévu pour le 15 février 2022.

Crédit photo.

#Bèki_Takè #MonNouveauMali



■ MALI TV



LIEUTENANT-COLONEL SIDIKI KOUMA :
UN CADRE DÉVOUÉ AU SERVICE DE LA PATRIE

Le directeur des Finances et du Matériel du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Lieutenant-colonel Sidiki Kouma, est un jeune cadre dévoué au service de la patrie. Comme le dit un adage, « aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années ».

Discret et efficace, le DFM du département en charge de l'administration territoriale est un homme pragmatique qui a un sens très élevé de responsabilité. Serviable et très disponible, Sidiki Kouma fait preuve d'une rigueur sans équivoque dans la gestion de deniers publics. Pour la défense des intérêts supérieurs de la nation, il est toujours au rendez-vous. Intègre et compétent, il est à cheval sur les principes de transparence.

Partout où il a passé, il a laissé ses traces indélébiles de grand serviteur de la République. En un mot, le Lieutenant-colonel Sidiki Kouma fait honneur à la jeunesse malienne.

Ali24



■ Radio Guintan



Office du Niger: la milice d'autodéfense attaquée à l'arme lourde.

Le lundi 03 janvier 2022.

SELON DES SOURCES LOCALES LA BRIGADE VILLAGEOISE DE SURVEILLANCE CHARGÉE DE SÉCURISER LES RÉCOLTES DES CHAMPS SITUÉS À ENVIRON 04 KM DU VILLAGE DE DIOROBOUGOU 13°59'23.27"N - 04°22'27.47"W, CERCLE DE DJENNÉ A ÉTÉ ATTAQUÉE PAR UN GROUPE ARMÉ TERRORISTE À BORD DE VÉHICULES ÉQUIPÉS D'ARMES LOURDES ET SUR DES MOTOS QUI SERAIT VENU DU VILLAGE DE DAN-KOUSSA 14°04'21.09"N - 04°19'50.19"W# LES TIRS ONT CESSÉ VERS 1300Z# BILAN : LES CORPS SANS VIE DE SIX PERSONNES TUÉES PAR BALLES PUIS BRÛLÉES ONT ÉTÉ DÉCOUVERTS SUR LES LIEUX DE L'ATTAQUE À 1750Z .IL S'AGIT DE# SOULEMANA POGO# DU VILLAGE DE KARA 13°59'53.12"N - 04°19'08.32"W# ÂGÉ DE 30 ANS ENVIRON# YOUSSEUF DEMBÉLÉ# ÂGÉ DE 50 ANS ENVIRON# VIEUX TANGARA# ÂGÉ DE 45 ENVIRON# MAMOUTOU COULIBALY ÂGÉ DE 38 ANS ENVIRON# SOULEYMANE COULIBALY ÂGÉ DE 32 ENVIRON DRAMANE PLÉA ÂGÉ DE 34 ENVIRON TOUS DU VILLAGE DE DIOROBOUGOU.



#Mali, L'Imam Mahmoud Dicko invite les autorités de la transition « à se ressaisir en évitant de se maintenir au pouvoir de façon illégale et illégitime », indiquant que les assises dites nationales ne « sauraient se substituer à la voix du peuple ».

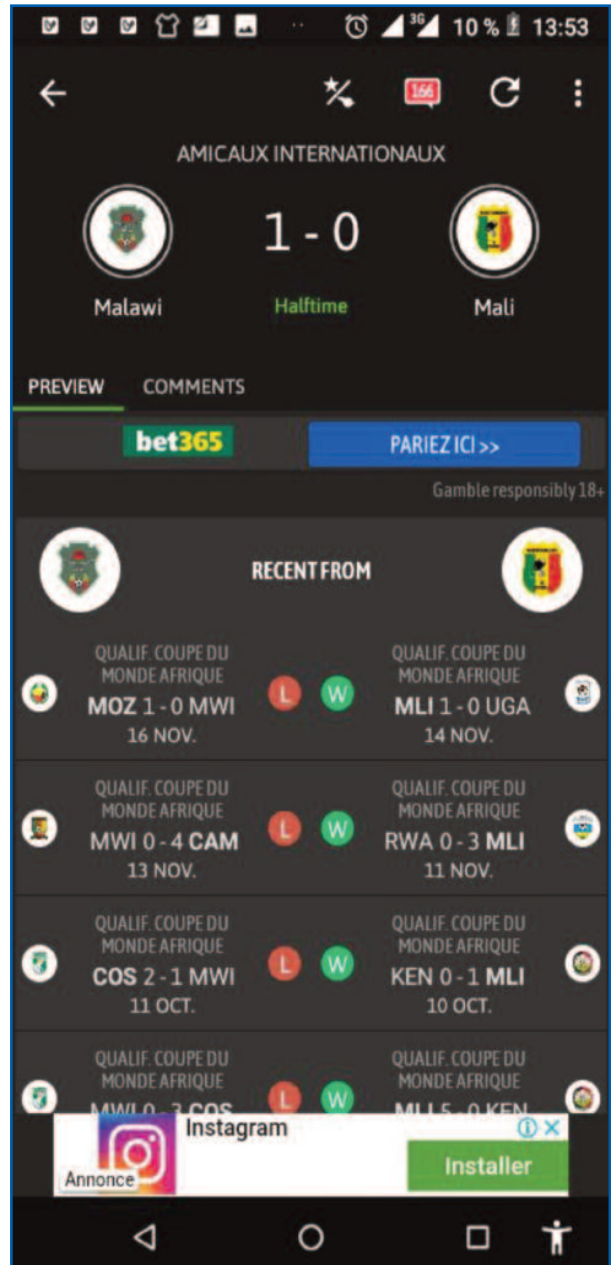
📷 Crédit Photo : actujeune



FEMAFOOT



il n'y a aucun match pour le Mali aujourd'hui 04/01/22, les aigles devraient jouer contre la Côte d'Ivoire mais annuler à cause du covid-19! Le match donc vous voyez sur Bessocer est un match de 2014 donc le Mali a été battu par Malawi 0-2 à l'éliminatoire de la CAN 2014! Merci pour votre bonne compréhension demefotiguiadama90@gmail.com pas



Dr Djamilia Ferdjani



L'empathie permet de mieux connaître les autres, mieux les comprendre et mieux les accepter. Elle permet de nouer avec autrui des relations plus authentiques, plus profondes, plus saines. Elle est une des conditions de notre survie tant individuelle que collective. Cultivons-la.

Energie Fm 107.9



Conférence débat sur le thème : Fondements et acteurs de la démocratie au Mali de 1991 à

nos jours: Rôle et place de Maître Mountaga TALL ce mardi 04 janvier 2022 à la Cité des enfants à Niamakoro CITE Unicef. Une initiative de l'Association " SIRAKADJAN ANW KA WULI MALI YE".

■ Courrier international



Dépassée par l'essor des écrans tactiles, l'entreprise canadienne met hors service son système d'exploitation maison. Tous les modèles à clavier physique du téléphone qui fut longtemps celui des stars, des hommes politiques et des cadres supérieurs, cessent de fonctionner ce 4 janvier.



■ Colonel Assimi GOITA



J'ai procédé à la réouverture ce matin du stade du 26 mars de Bamako, flambant neuf, il répond désormais aux normes internationales. Ce joyau du patrimoine sportif malien doit impérativement être sauvegardé.



■ Serge Daniel



#Mali -Oumar Mariko, Président du parti SADI, (grand pourvendeur de quasiment tous les régimes politiques maliens), en détention depuis le 7 déc dernier, pour "injures", recouvre provisoirement la liberté ce 4 janvier. Un collectif très actif constituait réclamait sa libération.

■ Cardinal Fridolin Ambongo Besungu



« L'année 2021 qui vient de s'achever était marquée aussi bien des événements difficiles (malheureux) que ceux heureux. A titre illustratif : les affres de la pandémie à Coronavirus ; la mort du Cardinal Laurent Monsengwo ; (...)



■ Larmes des pauvres



#Mali -- arrêté portant sur la création de plusieurs BT de gendarmerie dans la région de #Bandiagara. Si cette décision est suivie de fait, elle aura un impact considérable dans la stabilisation des cercles de #Koro, #Bandiagara et #Bankass.

Article 9 : Il est créé au sein de la Compagnie territoriale de Gendarmerie de Bandiagara et les Brigades ci-après :

- Le Peloton de Surveillance et d'Intervention de Gendarmerie de Bandiagara ;
- la Brigade de Recherches de Gendarmerie de Bandiagara ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Bandiagara ;

Article 10 : Il est créé au sein de la Compagnie territoriale de Gendarmerie de Koro, les Brigades ci-après :

- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Sangha ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Ningari ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Bankass ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Diallassagou ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de N'Gouma ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Koulogon ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Ouou ;
- la Brigade territoriale de Gendarmerie de Kendié ;
- la Brigade de Sécurité routière de Gendarmerie de Bandiagara.

Article 11 : Il est créé au sein du Groupement mobile de Gendarmerie de Koro, les Escadrons ci-après :

- l'Escadron 6/6 de Koro ;
- l'Escadron 6/2 de Bandiagara ;
- l'Escadron 6/5 de Diallassagou ;
- l'Escadron 6/10 de Dinangourou.



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

COMMUNIQUÉ DE LA SYNERGIE SAUVONS LE MALI - ANKA MALI KISI*

(*La Plateforme Unis pour le Mali, le Cadre* *d'échange* des partis et regroupements politiques pour une Transition Réussie, le Parti pour la Renaissance Nationale *(PARENA)* , le Collectif pour le Développement de la République *(CDR)* , l'Appel Citoyen pour la Réussite de la Transition (*ACRT* - *Parti Faso Ka Wele*), la Coalition des Démocrates *(CoDe)* , *Cœur* *pour* la *Nation* , les *Forces* *Patriotiques* et *Progressistes* du Mali, l'Association *Faso* *Ni* *Dambé* , la Plateforme *Malikunko* et les *personnalités indépendantes*)

La Synergie SAUVONS LE MALI - ANKA MALI KISI informe l'opinion nationale et internationale qu'après avoir confirmé la disponibilité de sa salle de conférence, la Direction de la Maison des Aînés a décidé, à la dernière minute, de nous restituer les fonds payés pour sa location. Par la suite, notre Commission d'organisation a tenté de louer plusieurs salles qui nous ont toutes été refusées.

La Synergie considère qu'il s'agit là de vaines manœuvres orchestrées par les autorités de la Transition qui veulent museler les voix discordantes au Mali en intimidant des agents publics.

Malgré toutes ces manœuvres, la Synergie reste déterminée à faire entendre sa voix. C'est pourquoi la Synergie a décidé de maintenir l'organisation de la conférence de presse pour dénoncer le projet de chronogramme des autorités de la Transition.

La Synergie informe la presse nationale et internationale que la conférence de presse aura lieu ce mercredi 05 janvier 2022 au siège du PARENA (Ouolofobougou-Bolibana) à partir de 10h.

Bamako, Mardi 04 Janvier 2022

Ont signé :

- La Plateforme Unis pour le Mali,
- Le Cadre d'échange des partis et regroupements politiques pour une Transition Réussie,
- Le Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA),
- Le Collectif pour le Développement de la République (CDR),
- L'Appel Citoyen pour la Réussite de la Transition (ACRT- Parti Faso Ka Wele),
- La Coalition des Démocrates (CoDe),
- Cœur pour la Nation,
- Les Forces Patriotiques et Progressistes du Mali,
- L'Association Faso Ni Dambe,
- La Plateforme Malikunko,
- Les personnalités indépendantes

Montée en puissance de l'armée malienne : Des dizaines de terroristes neutralisés en 72 heures



Ce sont des dizaines de terroristes, dont des chefs activement recherchés que les forces armées maliennes, qui ont été neutralisés au cours d'une opération de nettoyage dans plusieurs localités du Mali allant du 28 au 30 décembre 2021. Ces victoires répétitives prouvent la montée en puissance des FAMA.

Dans un communiqué publié sur le site de la DIRPA, l'Etat-major Général des Armées (EMGA) retrace le bilan des opérations menées par les Forces Armées Maliennes (FAMA) dans la lutte contre le terrorisme durant ces dernières 72 heures. Les FAMA ont entrepris une opération d'envergure pour riposter contre les terroristes. Lesdites opérations ont entraîné la mort de plusieurs leaders terroristes qui figuraient dans la base de données des chefs terroristes recherchés dont : Abou Dardane, chef de camp de la forêt de Samori, et Iboune Amadou, Chef du camp de la forêt de Péguéré, Alpha Bah et Dagnebou et Hama Kola Boré, gravement blessé.

Selon le chef d'Etat-major Général des Armées, dans la journée du 28 au 29 décembre 2021, les FAMA ont mené des frappes aériennes sur des bases terroristes dans la forêt de Souhé, dans la commune de Saya, dans le cercle de Bankass. Le bilan de cette opération fait état de 27 terroristes neutralisés et plusieurs autres gravement blessés.

Le 29 décembre 2021, le bilan des ratissages menés par les FAMA dans la zone de Guiré, dans la région de Nara, est passé de 31 à 38 assaillants neutralisés et plusieurs matériels récupérés.

Dans la journée du 30 décembre aux environs de 14 heures, 02 bases logistiques des terroristes ont été détruites suites à des frappes aériennes dans la forêt de Garbakongo, au Nord-est de Banamba. Dans la même journée, aux environs de 18 heures, les FAMA ont conduit d'autres frappes aériennes dans la zone de Diabaly autour d'Alatona, Songo et Barikoro, indique le communiqué de l'EMGA.

Ces frappes ont permis la neutralisation de 15 terroristes dont 02 leaders, ainsi que la destruction de plusieurs plots logistiques des terroristes.

Mahamadou Sissouma, Stagiaire / Source : LE PAYS

Baptême du seuil Djenné : Quel nom donné à l'infrastructure ?



Opérationnel depuis quelques semaines, le seuil de Djenné doit être baptisé, selon des sources, courant janvier. Mais déjà, il n'y a pas l'unanimité ni de consensus autour du nom à donner à l'infrastructure. En effet, une partie de la population est opposée à ce que le seuil porte le nom de feu Amadou Toumani TOURE qui serait le choix de certains hommes politiques.

Bientôt le seuil de Djenné sera baptisé et ce sera courant ce mois, selon des sources. L'information, qui circule dans un cercle restreint, anime la polémique. Parce que le nom désigné par des autorités est contesté par des populations de Djenné.

« J'ai appris de source sûre que le barrage de Djenné sera officiellement inauguré en janvier 2022. Et on aurait pris la décision de baptiser le barrage de Djenné au nom de feu Amadou Toumani Touré (ATT). Ce n'est pas normal. Certes, le barrage a été réalisé en grande partie pendant la gestion d'ATT. Mais, chaque chose nécessite une justice », a indiqué un ressortissant de Djenné installé à Bamako.

Selon lui, les autorités veulent se déroger de certains principes pour donner le nom du seuil de Djenné à l'ancien président de la République. « Pourquoi baptiser le barrage à feu ATT et non pas maintenir le nom de la localité ? Pour preuve, il y a le barrage de Markala, le barrage de Sélingué, le barrage d'Assouan. Il porte tous le nom de leur localité. A cet effet, le seuil de Djenné ne doit pas faire l'exception. L'ouvrage appartient à Djenné », a souligné notre interlocuteur en regrettant la démarche des responsables d'exclure la population locale dans cette décision.

Or, a-t-il rappelé, sans la combattivité de la population locale, ce projet n'aura jamais eu lieu en tous cas pendant cette période bien que sa réalisation était prévue depuis les années 1950, à travers la Loi Cadre. Outre cet aspect, selon lui, s'il faut suivre la logique l'infrastructure doit prendre le nom de Djenné, à l'instar des autres ouvrages similaires. Puis, il affirme n'avoir rien contre l'ancien président Amadou Toumani TOURE qui s'est toujours battu pour le Mali, mais la population veut s'opposer à la politisation de cette affaire.

Exploit des forces françaises au Niger : La persévérance est un talisman pour la vie



Une opération des forces françaises menée au Niger a permis l'élimination de Soumana Boura, cadre de l'EIGS impliqué dans la mort de nombreux civils dont six français en 2020. Chacun a en tête les atrocités commises par ce terroriste qui n'hésitait pas à mettre en scène les exécutions de pauvres civils innocents.

C'est un nouveau coup dur pour les terroristes qui se croyaient à l'abri en dehors du Mali, zone de prédilection de Barkhane. Avec cette nouvelle tête qui tombe, l'EIGS qui a déjà un genou à terre, voit sa hiérarchie déstabilisée. En effet, ce groupe qui est plus proche d'un groupe de gangsters que d'idéologues religieux a subi de nombreux revers ces derniers mois. Il ne cesse d'être affaibli et avec un peu de chance ne devrait plus être en mesure de faire souffrir les populations. Avec cette opération, la France envoie un message fort à l'attention de tous ceux qui ont commis ou vont commettre des crimes contre ses ressortissants : peu importe le temps que cela prendra, et où qu'il se trouve, aucun criminel ne sera à l'abri de la justice et aucun crime ne restera impuni. La France sait que le travail n'est pas fini au Mali et, en cela, la réorganisation des forces française va donner un nouvel élan dans l'éradication de la menace terroriste.

Il est temps que la peur change de camp. La liste de ceux qui doivent payer est longue. Et qui sait quel terroriste sera le prochain à répondre de ses actes ? Il paraît imprudent de croire que la réorganisation de Barkhane les mettra à l'abri. On peut même dire que grâce à la persévérance de Barkhane, la fin est proche pour l'EIGS.

Ibrahim Keita

« ATT était un cadre valable, il mérite. Mais pour le rendre hommage, il ne faut pas créer l'injustice », a levé l'équivoque ce ressortissant de Djenné.

Le seuil de Djenné est un ouvrage multifonctionnel de dernière génération, un joyeux architectural de dérivation qui a deux fonctions. Il s'agit de l'Irrigation de 68000 hectares à travers le rehaussement du plan d'eau en amont et assurer la circulation permanente entre les deux rives du Bani, ce qui permettra le désenclavement de la zone de Djenné et surtout la ville de Djenné.

Par Sikou BAH / Source : Info-Matin

Au sahel : L'année de tous les dangers pour la France

La France, dont la présence est contestée dans la région, doit composer avec un nouvel acteur : la société russe Wagner. En Afrique, Moscou change la donne.

L'armée française n'a pas vu venir la foudre... jusqu'à ce 27 novembre où il lui a été impossible d'échapper à la colère de la foule, à Téra, dans l'ouest du Niger. Déterminés à empêcher le passage d'un convoi de l'opération antiterroriste Barkhane – qui avait déjà été bloqué par la population quelques jours plus tôt au Burkina Faso –, les protestataires ont caillassé les véhicules, élevé des barricades de pneus puis les ont enflammées, et brandi une banderole où l'on pouvait lire "A bas la France". L'assaut a duré cinq heures et coûté la vie à trois manifestants. Un électrochoc pour Paris, qui n'augure rien de bon pour 2022.

"On a frôlé la catastrophe", reconnaît, inquiet, un haut gradé. Comme les armées locales qu'elle forme et accompagne au front, Barkhane se révèle incapable de contenir la progression de la menace. En 2021, le nombre d'attaques terroristes a franchi un triste record dans la région. Et la fronde populaire à l'égard de la présence tricolore au Sahel ne cesse de grandir.

L'année s'est, de surcroît, achevée sur une fâcheuse nouvelle : l'arrivée au Mali des paramilitaires russes de la société Wagner, téléguidée par le Kremlin et connue pour ses exactions dans la République centrafricaine voisine. En dépit des avertissements de ses partenaires occidentaux, les autorités de transition, au pouvoir depuis le coup d'Etat d'août 2020, ont, semble-t-il, conclu un accord avec les barbouzes de Poutine. "Ce déploiement (que Bamako nie, NDLR) risque de déstabiliser le pays encore davantage. Le pire des scénarios devient probable, à savoir l'effondrement de l'Etat malien, ce qui faciliterait la contagion du cancer djihadiste dans les pays alentour", prévient Michael Shurkin, analyste au cabinet de conseil 14 NorthStrategies, spécialiste du Sahel.

Les pays côtiers dans le collimateur des djihadistes

Source : l'express



Journée du sponsor au SIAMA : Orange-Mali magnifie ses clients



Les rideaux sont tombés ce dimanche 2 janvier 2022 sur la troisième édition du Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA) au Parc des Expositions de Bamako. Orange Mali, sponsor officiel, s'est investie véritablement pour faire de cet événement une véritable tribune pour les acteurs du secteur de montrer leur savoir-faire et leur génie en déployant, pour l'occasion, un stand sur le site afin de répondre aux besoins de ses abonnés.

Ainsi, le jeudi 30 décembre 2021, à la faveur de la journée du sponsor, Orange-Mali était en communion avec sa clientèle. Cette journée s'est terminée en beauté avec une dizaine de gagnants d'une tombola organisée à l'occasion.

Premier partenaire de la culture malienne et sponsor du SIAMA, cette édition, troisième du genre, avait consacré une journée intitulée journée du sponsor autrement dit journée Orange-Mali.

Durant 24 heures, l'opérateur a mis ses services sous projecteurs pour informer et égayer ses clients. Et comme indiqué par la responsable de la Communication Institutionnelle d'Orange-Mali, Mme Doucouré Fatoumata SANGARE, c'était une opportunité pour Orange Mali de montrer au public tout son savoir-faire et savoir être.

En effet, les différentes directions d'Orange (distribution, marketing, division RSE, la fondation, finance mobile) étaient représentées au stand Orange. Outre les offres d'Orange, la journée a été magnifiée par la prestation des artistes et des humoristes, notamment Yoro et l'artiste musicien Master Soumi.

Entre animation musicale et humoristique, la journée a été marquée par une tombola qui a permis à une dizaine de gagnant d'obtenir du crédit et de l'argent de manière instantanée.

Après un tirage effectué par Master Soumi, 10 clients qui avaient fait des opérations à travers l'application Orange Mali Sugu ont reçu, chacun la somme de 10 000 F CFA dans leur compte Orange-Money.

Avec cette application on peut faire les opérations suivantes : Transfert d'argent ; Achat de crédit ; Paiements.

Par Abdoulaye OUATTARA / Source : Info-Matin



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforçons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



MOBILIER DE BUREAU




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Trésor public : La DNGM fait un recouvrement record de 3.150.235.169 FCFA en 2021

Précédemment évalué à environ un peu plus de 1 milliard de nos francs, la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) renfloue les caisses publiques avec un recouvrement de 3.150.235.169 F CFA au seul titre de 2021. C'est inédit au niveau de la DNGM ! Cette performance est attribuée, selon ses responsables, à des missions de recouvrement au niveau des sociétés minières.



En effet, il ressort des explications que l'initiative salvatrice des autorités de la Transition à assainir le secteur minier malien afin que l'or brille pour le Mali et les maliens se révèle fructueuse avec un recouvrement record de 3.150.235.169 FCFA. Le travail a concerné uniquement les taxes superficielles, les renouvellements, et délivrances des titres miniers. Selon les informations recueillies par INFO360INFO, tout le montant est intégralement reversé au trésor public au compte des domaines et du trésor public. En termes de perspectives pour 2022, la DNGM

entend dépasser les prévisions de recouvrement sur la production des sociétés minières. Dans le cadre de la mise en pratique de la politique d'assainissement du secteur minier engagée par le Ministère de tutelle, dirigé par le ministre Lamine Seydou TRAORE, avec la volonté politique affichée du Président de la Transition et du Chef du Gouvernement de la Transition pour favoriser le développement du contenu local et contribuer à l'augmentation des investissements dans le cadre du partenariat public-privé, la DNGM envisage d'user des moyens forts nécessaires, y compris l'interpellation des acteurs qui s'adonneraient à

l'exploitation illégale de l'or.

Un autre axe fort de ce combat républicain est de procéder à une large campagne de sensibilisation et de vulgarisation du code minier à travers l'ensemble du territoire national pour une meilleure compréhension du code minier et attirer les investisseurs en participant aux foras internationaux.

Pour la réussite d'une telle mission aussi importante à lui confiée par son ministre, M. CHEICK FANTAMADY KEITA, le Directeur National la Géologie et des Mines s'engage à rassurer les investisseurs pour la stabilité de leurs investissements à travers le nouveau code minier qui a permis une production de plus de 63 tonnes contre une prévision de 60 tonnes en 2021.

Le secteur minier au Mali est organisé par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) qui est sous la tutelle du Ministère des Mines du Mali. Créée en 1990, la DNGM est chargée d'élaborer les éléments de la politique nationale dans le domaine de la recherche, du développement, de l'exploitation et de la transformation des ressources du sous-sol. Mais aussi d'assurer la coordination et le contrôle des services régionaux, subrégionaux, des services rattachés et des organismes publics ou privés qui concourent à la mise en œuvre de cette politique.

Pour sécuriser le recouvrement des recettes et assurer une meilleure efficacité et transparence dans la gestion des titres miniers et dans la collecte des revenus générés par le secteur, le Ministère des Mines du Mali a sollicité l'ONG Revenue Development Foundation (RDF), avec le financement de la Coopération Allemande GIZ, qui a installé à la DNGM le système d'Administration de Cadastre Minier (MCAS) rendant ainsi l'octroi et la gestion des titres miniers et des revenus associés systématiques et plus efficaces.

Un référentiel d'information en ligne vient de terminer ce cycle de responsabilisation et de transparence en publiant toutes les recettes minières en ligne et en rendant ainsi les données disponibles pour les parties prenantes et le public malien qui peuvent déjà acclamer la DNGM et le Ministère de l'énergie et de l'eau pour la politique d'innovation mise en place.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : Info-Matin

Mise en œuvre du PREM : Les journalistes s'imprègnent des réalisations



La Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques au Mali (CARFIP) a organisé une journée d'information des journalistes sur le Plan de réforme de la gestion des finances publiques au Mali (PREM). Le thème de ladite formation était : « les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du PREM 2017-2021 suivant ses quatre pôles de changement ». La formation a été assurée par le Coordinateur par intérim de la CARFIP, Seydou DJIMÉ.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PREM 2017-2021, un accent particulier a été mis sur la communication qui demeure l'une des composantes essentielles de la stratégie de réforme dans le domaine des finances publiques. C'est dans cette optique que la Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (CARFIP) s'est dotée d'une stratégie de communication 2017-2021, assortie d'un plan triennal glissant 2017-2019 pour rendre plus lisible et visible le plan de la réforme GFP. Cette stratégie de communication sur le PREM avait pour finalités, entre autres : la mobilisation, la participation et l'implication de l'ensemble des acteurs dans la mise en œuvre de la réforme ; la visibilité des structures opérationnelles dans le cadre de la mise en œuvre de la Réforme et enfin la bonne perception de la contribution de la réforme GFP sur la croissance économique du pays.

La journée d'information des journalistes sur le PREM visait à améliorer les connaissances du grand public via les médias sur la stratégie de mise en œuvre de la réforme GFP, les résultats obtenus et leur impact sur la croissance économique au Mali. Aussi, il était question de mieux imprégner les journalistes des enjeux de la réforme GFP au Mali en général et de ceux du PREM 2017-2021 en particulier.

L'objectif recherché étant d'élargir les relais d'informations sur la mise en œuvre du PREM. Cette journée d'informations des journalistes sur le PREM a été focalisée principalement sur une communication présentée par la CARFIP,

suivie des échanges avec les participants. L'accent a été mis sur les résultats significatifs atteints à travers les pôles de changement du PREM conformément aux axes prioritaires majeurs.

Le pôle 1, intitulé modernisation des administrations et des politiques fiscales, est consacré essentiellement à la mobilisation des recettes de l'État. Comme réalisation, l'on retient, entre autres : la fiscalisation du secteur informel ; la fiscalisation du secteur agricole, la fiscalisation des nouvelles économies et l'instauration de la facture normalisée ; le lancement officiel des télépaiements d'impôts, droits et taxes, le 6 décembre 2021 ; 267 345 dossiers de TF numérisés sur lesquels 253 475 indexés dans la base MoDoNum au 30 juin 2021 (Bamako et Kati) ; des équipes de dématérialisation mises en place au niveau de ces deux conservations pour la prise en charge des nouveaux dossiers fonciers ainsi que les mises à jour des dossiers fonciers existants.

Le pôle 2, à savoir la mise en œuvre du nouveau cadre de programmation, d'exécution et de suivi budgétaire, porte sur l'efficacité de la dépense publique à travers les phases de préparation et exécution du budget, son suivi-évaluation et les systèmes d'information budgétaire/comptable et de gestion de la trésorerie. Les réalisations à ce niveau sont relatives aux outils de cadrage conformes aux bonnes pratiques ; le budget/programme opérationnel depuis le 1er janvier 2018. Au niveau de la Comptabilité patrimoniale, les travaux du Comité de pilotage ont permis d'élaborer un bilan d'ouverture (BO) à minima et un plan d'action pour l'amélioration de ce premier bilan. Aussi, le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) a été adapté aux procédures d'exécution du budget en mode programme. De même, une étude portant dématérialisation intégrale du processus de passation des marchés publics a été réalisée en 2020...

Quant au pôle 3, mutation vers un système de contrôles interne et externe aligné sur les

bonnes pratiques, il est relatif à la problématique de la transparence de l'information budgétaire et comptable et du contrôle de l'exécution budgétaire. Au niveau de ce pôle, l'on retient la publication régulière des documents administratifs à caractère financier sur les différents sites internet dédiés à cet effet ; l'opérationnalisation du nouveau site sur la transparence budgétaire initié dans le cadre de la mise en œuvre des activités à résultats rapides du projet relatif à « l'Initiative de Renforcement du Budget -BSI » de l'Overseas Development Institute (ODI) ; l'exécution (en cours) des dix-sept (17) recommandations formulées à l'issue de l'enquête sur le budget ouvert de l'International Budget Partnership (IBP) réalisée en 2019 afin d'améliorer le score du Mali pour les prochaines enquêtes ; la cartographie des risques et le plan d'audit réalisés pour 31 départements ministériels...

Le pôle 4, établissement d'un système contractualisé et transparent de gouvernance financière locale, est relatif au renforcement de la gouvernance locale. A ce niveau, 21 décrets de transfert ont été adoptés par le Gouvernement. Pour l'exercice 2021, les crédits transférés aux CT sont ressortis à 457,671 milliards de FCFA soit une augmentation de 14,39% par rapport à 2020. Cette progression ramène les crédits transférés aux Collectivités territoriales à 26,04% des recettes budgétaires en 2021. La Comptabilité à partie double des Recettes-perceptions (RP) à travers l'application COLLOC (79% de RP couvertes en 2020) ; l'implémentation du logiciel « Ressources des Collectivités Décentralisées ReCoDe » dans les CT : actuellement déployé dans 413 CT ; le Guide de mobilisation et d'exécution des ressources budgétaires transférées aux CT ; l'Application des dispositions de la lettre n°01072/MEF-SG du 20 mars 2019 relative aux mécanismes de remontée, à bonne date, des informations financières aux CT pour faciliter l'élaboration de leur budget primitif...

PAR MODIBO KONÉ
Source : Info-Matin

Le stade du 26 mars rénove : Pour la bagatelle de 7 milliards de FCFA

La qualité d'un stade est capitale dans les compétitions internationales de football. C'est fort de ce constat que le Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta a présidé, le mardi 4 janvier 2022, la cérémonie de remise officielle du stade du 26 mars. C'était en présence du Premier Ministre, Dr Choguel Kokala Maïga et plusieurs membres du gouvernement. Le stade du 26 mars du Mali répond désormais aux standards internationaux après sa rénovation.

Faudrait-il le rappeler, le stade du 26 mars et 22 autres, étaient suspendus depuis mai 2021, pour non-conformité aux normes internationales pour abriter les éliminatoires internationales de la coupe du monde Qatar 2022. Le stade est désormais entièrement rénové avec des installations qui répondent aux normes internationales. Les travaux ont été entièrement financés par le budget national. Cette rénovation du stade du 26 mars, est à l'actif des autorités de la Transition. Malgré la crise multidimensionnelle

que traverse le Mali, les autorités transitoires n'ont pas hésité à consentir d'énormes efforts financiers pour donner un nouveau visage au plus grand et plus prestigieux stade du Mali. Ce chef-d'œuvre architectural a été réalisé par l'entreprise Mamadou dit Amadou Samassekou. Visiblement satisfait des travaux, le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta accompagné du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, du ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Mossa Ag Atta-

her, de certains membres du gouvernement et du président de la fédération malienne de football, Mamoudou Touré dit Bavieux a coupé le ruban symbolique avant de procéder à une visite guidée de toutes les installations.

Le Stade du 26 mars dispose désormais des caméras de surveillance intelligentes connectées directement aux téléphones portables des surveillants et responsables, toute la tribune couverte par des chaises aux couleurs nationales, les salles et salons VIP totalement rénovés et bien équipés, deux ascenseurs innovants reliant directement la tribune VIP à la salle VIP, les vestiaires entièrement innovés avec une cuisine moderne (four, cuisinière, micro-onde...), de gazon naturel bien résistant, deux écrans géants de dernière génération, des bancs de touche confortable qui répondent aux règles strictes définies par la FIFA, des éclairages LED pour stade qui permettront aux joueurs de jouer de jour comme de nuit. Quel exploit !

Comme il fallait s'y attendre, après la visite guidée des installations, le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta a saisi l'opportunité pour exprimer toute sa satisfaction à l'ensemble du gouvernement singulièrement au ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Mossa Ag Attaher pour le bon travail effectué au sein du stade. Subséquemment, il a invité la population malienne à prendre soin de ce joyau destiné aux passionnés de sport, tout en le gardant en bon état de fonctionnement. « Le stade a bénéficié des travaux de réhabilitation qui ont été entièrement financés par le budget national à hauteur de 7 milliards de FCFA. Je profite de l'occasion pour inviter les jeunes du Mali à plus de pratiques sportives pour être en bonne santé », a-t-il insisté, avant d'adresser ses encouragements à l'équipe nationale qui doit défendre le drapeau malien à la coupe d'Afrique des nations à Yaoundé. « Je souhaite les voir revenir avec ce trophée prestigieux », a espéré le Colonel Assimi Goïta.

L'éclat de la cérémonie a été rehaussé par l'animation de l'Association des supporters du Mali, des jongleurs de ballon d'une école de football et le défilé du bataillon des sports militaires.

■ Ibrahim Sanogo



Grève en vue des syndicats de la Santé : Une mauvaise nouvelle pour le gouvernement !



Après sa dernière tentative d'observer une grève, le 25 novembre 2021, la Plateforme des syndicats de la Santé du Mali (PLA.S.S.MA) remet cela en déposant sur la table du gouvernement un nouveau préavis de grève de soixante-douze (72) heures à partir du 17 janvier prochain. Quels que soient les motifs qui auraient contraint les syndicalistes de la Santé à décider de cette grève annoncée, le gouvernement doit peser de tout son poids pour éviter que cela n'arrive. Le contexte ne s'y prête pas du tout ! La Plateforme l'a fait savoir à travers un communiqué dans lequel les syndicalistes de la santé dénoncent le non-respect des engagements pris par les autorités politiques, administratives et sanitaires dans le procès-verbal du 28 juillet 2018 et du 24 novembre 2020 ; ainsi que le blocage du projet de statut des agents de santé au niveau du Ministère de la Fonction Publique. Selon les responsables syndicaux, en cas de non-satisfaction de leurs doléances la Plateforme, affiliée à la CSTM, se propose d'observer une autre grève de 05 jours à partir du 31 janvier, et ce jusqu'au 04

février 2022 à 23h59.

Par ailleurs, la plateforme se réserve le droit de reconduire la grève cette fois-ci muée en grève illimitée, si ses doléances ne sont pas satisfaites d'ici-là. Pour rappel, la Plateforme des syndicats de la Santé du Mali, composée du Syndicat des Médecins du Mali (SY.ME.MA) et de la Fédération des Syndicats de la Santé (FE.SY.SAM).

Dans son préavis de grève, déposé le lundi 3 janvier 2022 sur la table du gouvernement et qui porte les signatures du Dr Seydou Cissé, Secrétaire général P/I de la FESYSAM ; et celle du Dr Chaka Kéita, Secrétaire général du SY.ME.MA, on note : « Considérant le non-respect des engagements pris par les autorités politiques, administratives et sanitaires dans le procès-verbal du 28 juillet 2018 et du 24 novembre 2020 ; considérant le blocage du projet de statut des agents de santé au niveau du Ministère de la Fonction publique ; la Plateforme des Syndicats de la Santé du Mali (PLA.S.S.MA) exige l'application des engagements pris dans le procès-verbal de conciliation du 24 novembre 2020 ».

Il faut rappeler que la Plateforme exige, entre autres, l'application du statut des agents de la santé, l'intégration des contractuels à la charge des Associations de Santé Communautaire (ASACO) à la Fonction publique des collectivités, la création d'une passerelle entre cette fonction publique et l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique. S'y ajoutent, la gestion de la problématique de la bi-appartenance, l'intégration des contractuels des hôpitaux à la Fonction publique de l'État, le paiement intégral et sans délai des arriérés d'émoluments du personnel.

Sans préjuger des difficultés de l'Etat à faire face à cette situation, nous disons que le gouvernement Choguel Kokalla Maiga doit user de tous les moyens pour éviter cette grève. En effet, une grève dans les structures sanitaires du pays ne ferait que donner de l'alibi aux détracteurs de la Transition pour essayer d'exacerber la colère de la population.

■ Yama DIALLO

Recrudescence des braquages : Un phénomène qui prend de l'ampleur !

L'une des conséquences de la crise sécuritaire du Mali, a été l'intensification de la fréquence des braquages dans la capitale malienne, Bamako et sa périphérie. Les attaques à mains armées sont devenues monnaie courante. Cette situation d'une autre époque interpelle les plus hautes autorités du pays.

La fréquence des attaques et braquages à main armée a atteint un niveau inquiétant dans notre pays. La population Bamakoise est dans l'angoisse car nul n'est à l'abri des attaques ou braquages en ce début d'année. Les bandits armés ont adopté un nouveau mode opératoire.

La recrudescence de l'insécurité dans les grandes villes notamment à Bamako, est liée à un certain nombre de facteurs clefs non exhaustifs. Parmi lesquels, il faut évoquer le fait que le pays est quand même traversé par une insécurité qui sévit dans les régions du nord et celles du centre. De 2012 à aujourd'hui, cette insécurité a clairement contribué non seulement à la prolifération des armes légères pour des raisons liées à l'absence d'un contrôle étatique effectif au niveau des frontières. Mais dans le même temps, cette insécurité a même rendu banale, si vous voulez, le caractère sacré de la vie humaine à force d'entendre le nombre de personnes tuées par jour, par semaine ou par mois dans les régions du centre et du nord. Ces pertes régulières en vies humaines, ont contribué à détériorer davantage le caractère sacré de l'humain et par ricochet, à banaliser les attaques à main armée dans les centres urbains en général et dans le district de Bamako en particulier. Un autre facteur important, c'est la nature de l'offre sécuritaire, quand on regarde un peu les différents agents des forces de l'ordre et de sécurité qui sont postés devant les institutions financières, notamment les banques, on se rend compte que ces agents sont vraiment mal utilisés. En tout cas, ils ne sont pas utilisés à bon escient. Très souvent, on les trouve concentrés sur leur téléphone. Ce qui n'est pas du tout recommandé par la déontologie du métier ; d'ailleurs, il y a des agents, certes, armés qui sont éloignés de leurs armes. On en trouve, aussi, des cas où l'agent fait du thé ou est assis à côté du gardien sans aucune attention portée



sur les mouvements des riverains. En clair, il y a un sérieux problème du type d'homme qui assure la sécurité de la population et il y a lieu aussi de s'interroger sur l'efficacité et la pertinence de la nature du dispositif sécuritaire mis à cet effet.

Dans d'autres pays en crise, les agents qui assurent une telle fonction sont toujours positionnés avec vigilance. Ils ne jouent pas avec leurs téléphones non plus. On sent qu'ils sont là pour un travail. Ils sont appliqués, on reconnaît même la couleur de leur téléphone. Dans le contexte malien il faut vraiment réinterroger l'utilité de ces agents devant les institutions et autres postes stratégiques. Il est déplorable de constater que la posture de dissuasion est même absente. Cette délinquance urbaine interroge également toute la difficulté qu'éprouvent les différentes familles à aider leurs membres à incorporer les vertus de l'honneur, du travail bien fait et surtout de la dignité humaine. Ce n'est plus un secret, les familles ont clairement échoué dans la transmission et l'incorporation des valeurs cardinales. Cela témoigne l'échec aussi de la famille dans ses fonctions éducatives.

Un autre facteur important sans légitimer ces cas de braquages ou vols à main armée. Il s'agit de tous ces enjeux liés à l'absence ou à l'insuffisance des perspectives professionnelles ou d'avenir pour les jeunes diplômés à

trouver un emploi protecteur et décent afin de subvenir à leurs besoins fondamentaux (logement, alimentation et soutien aux parents). De même, on assiste à une sortie d'école de la part d'un nombre important de jeunes sans qualification. Déjà les diplômés ont du mal à s'insérer professionnellement, a fortiori ceux-là qui ont abandonné l'école sans qualification, ni diplôme en poche. Tout cela contribue à l'expansion de l'acte de déviance dans les centres urbains. Il ne s'agit pas de légitimer la déviance ou la violence humaine, mais plutôt de comprendre les raisons qui pourraient soutenir cet état de fait. Il y a aussi un autre facteur non négligeable : l'absence de sanction exemplaire. De plus en plus, on entend des bandits armés qui s'attaquent à des institutions financières, à des individus dans la rue, aux carrefours. Malheureusement beaucoup ne sont pas identifiés, même si, ils le sont, l'impression qui est donnée c'est le laxisme quand qu'il s'agit d'infliger des sanctions exemplaires et de les exécuter convenablement. Il faut des mesures disciplinaires surtout exemplaires, lesquelles mesures doivent être portées à la connaissance du public, afin de dissuader ceux-là qui entendent emprunter la même démarche.

■ Ibrahim Sanogo

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



La France mobilise ses voisins et alliés pour punir le Mali : Que font la CEDEAO et l'UA ?



La France n'a pas d'amis. Elle n'a que des intérêts. » Cette déclaration froide et terriblement réaliste est souvent attribuée au fondateur de la VI^e République Française. Elle guide le comportement de la France en Afrique des indépendances à nos jours. Qu'il s'agisse du processus des indépendances, à l'avènement de l'odieuse Françafrique en passant par l'imposition du franc CFA à ses anciennes colonies, la France n'a jamais traité les pays africains en amis. Nos pays ne sont d'une part qu'une source de matières premières et de contrats aux clauses léonines pour ses multinationales et de point d'appui géopolitique pour le rayonnement de son influence dans le monde d'autre part. Mais aujourd'hui le jeu trouble de la France qui consiste à dissimuler son rôle néfaste à travers la violence politique, la pression sur les élites, le soutien aux rebellions et aux coups d'Etat est complètement démasqué. De Bounty au Mali où l'armée française bombarde impunément le 3 janvier 2021 une cérémonie de mariage à Téra au Niger, où ses balles atteignent mortellement le 27 novembre 2021, trois manifestants pacifiques à mains nues en passant par Kaya au Burkina Faso, où son convoi a été bloqué par des jeunes révoltés

contre sa stratégie militaire ambivalente dans leur pays, les populations africaines souhaitent se libérer du joug français.

Après plusieurs menaces infructueuses et des déclarations irresponsables destinées à faire plier le Colonel Goita, la France passe à la vitesse supérieure. Elle ne se contente plus de la manipulation de ses représentants aux ordres et les politiciens locaux. Le 23 décembre dernier elle réussit à induire en erreur 13 Etats européens et le Canada à signer avec elle une déclaration conjointe condamnant un prétendu déploiement de mercenaires russes au Mali sans fournir le moindre commencement de preuve. Ayant déjà mobilisé l'OTAN en 2011 pour agresser la Lybie sur la base de faux rapports sur d'hypothétiques plans de bombardements des civils de Benghazi, la France est parfaitement capable de mobiliser une fois de plus l'OTAN pour agresser le Mali et le Sahel. Les africains doivent prendre cette menace très au sérieux car la France n'a jamais cru à l'indépendance de nos pays et n'hésitera pas à les déstabiliser pour préserver son influence et ses immenses intérêts économiques et financiers sur notre sol.

Pendant que la France mobilise ses amis et voisins, la CEDEAO et l'UA brillent par leur si-

lence. Au moment où la France manigance et fabrique des "évidences" pour se servir une fois de plus l'OTAN contre un pays africain, très peu de voix s'élèvent dans les organisations internationales pour dénoncer l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain. L'UA et la CEDEAO ne peuvent ignorer cette menace qui se dessine.

Tirant les leçons de la Lybie, les organisations africaines doivent faire preuve de clairvoyance et anticiper en affichant sans emballage leur solidarité au Mali et leur attachement au Droit international. Une deuxième intervention de l'OTAN après le chaos semé en Lybie achèvera la déstabilisation de toute la région et les conséquences seront incalculables pour les pays voisins du Mali et bien au-delà. Il ne sert à rien de laisser faire et de verser des larmes de crocodile après le désastre. Pour une fois l'UA et la CEDEAO doivent faire preuve de courage et tuer dans l'œuf le complot ourdi par la France contre nos pays.

Nous n'avons pas besoin de L'OTAN chez nous.

Énergies D'Afrique



Mali-CEDEAO : Les maliens entre inquiétude et détermination

En plus de la visité l'émissaire de la CEDEAO demain mercredi à Bamako, un sommet extraordinaire sur le Mali est prévu pour le 9 janvier prochain. Ce qui ne présage rien de bon pour notre pays, selon les observateurs politiques. Mais les pros prolongation se disent sereins face aux éventuelles sanctions prises par les barons de l'organisation sous régionale, contre notre pays.

Hamidou Coulibaly : ok, mais ils doivent tenir compte du fait que la population malienne est déterminée à jamais. Sois tu soutiens la transition au Mali, soit tu es contre la population malienne. Vive le Maliba !

Oziris : le Mali risque des sanctions plus sévères, car ce n'est pas la CEDEAO des peuples, mais un syndicat de chefs d'État, presque tous corrompus ou prostitués avec la France. Bref à la solde de l'Occident. Elle exige des élections qui ne seraient pas fiables et crédibles, mais permettraient aux politiciens corrompus, incompétents, voleurs, traîtres, antipatriotes, etc., de revenir au pouvoir, disons aux affaires. Sans sécurité, réformes pertinentes et refondation, toute élection sera vaine. Arrêtons de faire du copier-coller, élaborons notre propre système de gouvernance selon nos réalités, traditions, cultures et valeurs. C'est ainsi qu'on combatta le vol, la mauvaise gouvernance, la corruption etc. afin d'amorcer un développement harmonieux et durable.

Monoko Toaly : les assises auraient pu trouver une date précise des élections présidentielles pour éviter tout le flou.

Ibrahima Cissé : il n'y a aucun flou, cette proposition est une fenêtre de négociation pour montrer que le Mali est ouvert au dia-

logue pour trouver les solutions à ses problèmes. Nous restons fermes sur nos objectifs qui ne sont pas négociables. Il s'agit de mettre fin à l'insécurité dans tout le pays, réorganiser le fonctionnement de l'appareil administratif, assoir une justice sociale et, rendre le Mali aux maliens. Nous ne demandons que de nous comprendre et nous respecter dans nos choix. Nous avons eu trois décennies d'égarement et ce n'est pas 5 ans qui suffiront pour redresser la barre. Mais ils sont suffisants pour assoir une base solide pour nous sortir de cette crise multidimensionnelle.

La CEDEAO n'est pas une fin en soi pour nous. Si elle ne nous comprend pas, nous avons le choix de la quitter. Nous ne sommes pas un pays de misère, on a fait de nous des miséreux. Nous sommes riches par nos hommes et femmes, nous sommes riches par notre culture et nous sommes riches par un sous-sol que tous ces vautours convoitent. Nous avons été autonomes durant la première république et l'histoire va se répéter avec cette génération de patriotes au pouvoir. Nous avons arrêté de baisser la tête et tant pis pour ceux qui ne le comprendront pas. Les peuples éclairés du continent nous ont compris, c'est le plus important pour nous. Les syndicats de politiciens

dépassés et de faux partenaires internationaux le comprendront à leurs dépens. Au Mali rien ne sera plus comme avant Inch-Allah.

Monoko Toaly : personne ne nie la volonté du Mali. D'ailleurs, les africains sont solidaires avec le Mali. Ma préoccupation est que les assises auraient pu décider de quand le Mali souverain veut organiser ses élections. Et cela serait à prendre ou à laisser !

Fanga : pourquoi négocier avec la CEDEAO, au lieu de lui imposer la décision souveraine du Mali ? La CEDEAO peut-elle décider en lieu et place du Mali souverain ? Négocier notre souveraineté avec la CEDEAO, voilà le flou !

Monoko Toaly : je continue à dire que les assises ont volontairement proposé cette durée pour permettre un dialogue, donc une base de négociation avec les partenaires pour ne pas faire apparaître notre pays comme buté sur ces positions, donc radical. Nous sommes à l'écoute des autres. Ce qui est sûr, avec cette proposition nous trouverons absolument un terrain d'entente. Il y aura forcément une concession de part et d'autre. La réalité est qu'aucun d'eux n'a intérêt à une impasse, je parle de notre pays et la CEDEAO. C'est bien elle que les partenaires utilisent comme cheval de Troie. Le Mali dans cette situation a bien fait de ne pas imposer un délai.

Le Saint : sincèrement, je suis pour une prolongation de la transition au regard de la situation actuelle du pays. Mais, la durée de 5 ans est trop. Si les dirigeants actuels veulent rester au pouvoir, qu'ils démissionnent pour se présenter aux élections

Moudjahidine : Voilà cette situation de la destruction du Mali que voulait mettre en exécution le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la France des 60 en train de se réaliser.

Source : Info-Matin

Au Mali : La trêve des confiseurs profite au gouvernement de Transition

Tandis que le monde était à la fête en cette fin d'année 2021, le gouvernement malien de transition a réalisé un tour de force qui pourrait lui permettre de conserver les rênes du pays plusieurs années encore.



Dans un document daté du 30 décembre 2021, le Panel de Hautes personnalités chargé d'organiser les Assises nationales de la refondation a proposé de prolonger de cinq ans la période de Transition à compter du 1^{er} janvier 2022. Cela porterait à près de six ans et demi la durée de cette transition, qui a amorcé en septembre 2020 à la suite du coup d'État intervenu un mois plus tôt.

Cette proposition s'appuie sur les conclusions des Assises nationales de la refondation or-

ganisées du 11 au 30 décembre 2021, ce qui lui confère une certaine légitimité populaire. Mais elle va à l'encontre des injonctions des partenaires internationaux du Mali, en premier lieu la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui n'a eu de cesse d'insister sur une limitation du délai de transition à 18 mois.

D'après leurs organisateurs, ces Assises ont réuni plus de 80 000 Maliennes et Maliens, lors des 794 discussions organisées à tous les échelons administratifs du pays, du communal

au national. L'influence des groupes armés, réfractaires à ce processus, n'a toutefois pas permis la tenue des Assises dans les régions de Kidal et de Ménaka, d'où sont parties toutes les rébellions depuis l'indépendance du Mali.

Le panel des Assises nationales de la refondation a proposé de prolonger de cinq ans la période de transition

Officiellement, ces Assises avaient pour ambition de « faire l'état de la Nation [pour] engager un véritable processus de refondation du Mali ». Un objectif a priori louable, lorsqu'on sait l'étendue de la mal-gouvernance qui mine l'essor social, économique et politique du Mali et alimente depuis dix ans une crise sécuritaire sans précédent. Le coup d'État de 2020 avait d'ailleurs suscité un vent d'espoir pour un Mali Koura (Mali nouveau).

Mais avec 13 thèmes complexes à traiter en deux jours seulement aux niveaux communal, local et régional, les conditions d'un débat approfondi n'étaient pas réunies. C'est pourtant l'un des éléments qui devaient distinguer ces Assises des autres grand-messes du même acabit organisées ces dernières années par les autorités maliennes, et dont les conclusions sont largement restées lettre morte : Conférence d'entente nationale en 2017, Dialogue national inclusif en 2019 et même, dans une certaine mesure, les Journées nationales de concertation qui ont marqué le début de la transition, en septembre 2020.

La redondance de ces dialogues et concertations, ainsi que des diagnostics qu'ils posent, n'a pas échappé à une partie de la classe politique et de la société civile, qui a maintes fois qualifié d'« inopportune » l'idée de ces Assises. Réunis au sein d'un cadre d'échange « pour une transition réussie au Mali », ces acteurs soupçonnaient déjà le gouvernement de vouloir instrumentaliser le processus pour donner une apparence démocratique à son désir de se maintenir au pouvoir au-delà des délais convenus.

Les membres de ce cadre n'étaient pas les seuls à se méfier des Assises. Les groupes armés signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015 avaient également indiqué leur réticence face à une démarche qu'ils estimaient opaque et à laquelle ils n'auraient été associés que tardivement. D'autant que ces Assises risquaient de remettre en cause les acquis dudit Accord, dont la mise en œuvre a très peu avancé en six ans, et qu'une partie de l'opinion nationale continue de décrier.

Les boycotts annoncés par ces différents acteurs ont servi de justification aux autorités de Transition pour reporter par deux fois la tenue des Assises, évoquant un souhait d'inclusion. Elles ont néanmoins fini par les organiser en décembre, sans avoir réussi à rallier

les récalcitrants.

Ce n'est pas la première fois que les autorités de Transition prennent de vitesse leurs interlocuteurs internationaux

Si une partie de l'opinion nationale et certains partenaires internationaux du Mali ont souscrit à l'argument et soutenu les reports successifs, la pression exercée par la CEDEAO a fourni aux autorités de Transition le motif idéal pour accélérer la cadence en décembre, au moment où bon nombre de responsables diplomatiques étaient en vacances hors du pays, créant un fait accompli.

Ruse ou hasard, ce concours de calendrier rappelle l'habileté des autorités de Transition à imposer leurs choix en dépit des pressions internationales. Ce n'est pas la première fois qu'elles prennent ainsi de vitesse leurs interlocuteurs internationaux, en créant les conditions d'un renversement de situation ou en renforçant leur posture de négociation face à un bloc régional intransigeant.

Dans l'immédiat après-coup de 2020, la junte avait indiqué son intention de diriger une transition pouvant s'étendre sur trois ans, jusqu'à la fin de la période correspondant normalement au mandat du président déchu Ibrahim Boubacar Keïta. Face aux pressions internationales et sous l'effet des sanctions de la CEDEAO, les militaires avaient fini par concéder en apparence la présidence à un civil, pour une transition de 18 mois.

Huit mois plus tard, ils sont revenus sur ces concessions avec le coup de force de mai 2021 qui a porté le chef des putschistes à la tête de l'État, comme annoncé dès le départ. Un scénario similaire semble aujourd'hui se dessiner sur la question des délais, avec la proposition de prolongation issue des Assises.

Autre exemple, alors que le Mali annonçait officiellement à la CEDEAO l'impossibilité de tenir les élections début 2022, l'organisation régionale s'est contentée d'ignorer cette notification et d'insister pour que cet « impossible » ait tout de même lieu. Sans doute cet entêtement était-il nourri par les certitudes naïves de certains diplomates en poste à Bamako, convaincus que 'la junte avait conscience' qu'une extension longue serait intenable. Le peu de progrès réalisés dans les préparatifs électoraux, à quelques mois seulement des

échéances attendues, était pourtant un indicateur clair.

L'approche consistant à traiter les autorités maliennes en « cadet diplomatique » a montré ses limites

Cette situation offre aux partenaires internationaux du Mali d'importants enseignements pour la suite de la gestion de crise. Le principal est que, si le dialogue diplomatique avec les autorités maliennes reste indispensable, encore faut-il être disposé à entendre et voir certaines vérités inconfortables.

L'approche consistant à traiter les autorités maliennes en « cadet diplomatique », en ignorant leurs déclarations et en espérant les contraindre par la peur ou la coercition, a montré ses limites. La débâcle diplomatique dans le cadre de l'affaire dite Wagner en offre un rappel supplémentaire.

Dans un communiqué publié le 23 décembre avec 15 autres partenaires occidentaux du Mali, la France adopte un langage d'impuissance qui tranche avec la véhémence des menaces formulées précédemment pour décourager le Mali d'entrer en affaires avec la société paramilitaire russe Wagner.

Il faut sortir du dialogue de sourds, des menaces sans effet et de la politique des sanctions, perçues par une partie de la population comme abusives et attentatoires à la souveraineté nationale. À la diplomatie de la coercition doit succéder un dialogue sans tabou et fondé sur un pied d'égalité. Ce dialogue doit s'étendre aux acteurs politiques et de la société civile nationale, mieux placés pour tenir les autorités de Transition comptables de leurs engagements.

Au-delà des intérêts particuliers, les propositions du gouvernement de transition reflètent aussi une demande de changement profond d'un système politique auquel les Maliens ne croient plus. Une mise à plat de ce système est indispensable pour redonner du sens aux élections et au processus démocratique.

Ornella Moderan, Cheffe de Programme
Sahel, ISS Bamako
Source : issafrica.org

3ème édition du Salon International de l'Artisanat du Mali (SIAMA) : Le pari de bonne organisation gagné

La 3ème édition du Salon International de l'Artisanat du Mali s'est tenue du 23 décembre 2021 au 02 janvier 2022. Avec la participation de 14 pays, et 1130 exposants environ, plus de 295.000 visiteurs, et un chiffre d'affaires bien élevé, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, a gagné le pari de la bonne organisation.

Durant deux semaines, le département de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme s'est mobilisé pour la réussite de la 3ème édition du Salon International de l'Artisanat du Mali. Elle en a été ainsi. C'est en tout cas ce qu'a affirmé le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga lors de la cérémonie de clôture. « Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a, présidé ce Dimanche 02 Janvier 2022, la cérémonie de clôture de la 3è édition du Salon International de l'Artisanat du Mali. Le Chef du gouvernement s'est félicité du succès de cette 3e édition qui s'est déroulée dans un contexte marqué par la double crise sécuritaire et sanitaire. Le Challenge était de taille. En dépit de tout, dira le Premier ministre, le salon a tenu toutes ses promesses tant sur le plan de la participation avec 14 pays, et 1130 expo-

sants environ, plus de 295.000 visiteurs, sans compter le chiffre d'affaires », a-t-on lu sur la page de la Primature. Aussi, selon sa cellule de communication, le Premier ministre n'a pas caché sa satisfaction au regard du succès du salon. « Ce succès, le Chef du gouvernement le met au compte du Président de la Transition, qui ambitionne de faire de l'Artisanat le moteur de la croissance, de la création d'emplois et de richesses. Occasion pour féliciter les acteurs organisateurs et participants, qu'il a invités à fidéliser davantage de visiteurs et d'acheteurs », avait déclaré Dr Choguel Kokalla Maïga qui a reconnu que « ce salon a fini de prouver à travers ses produits de qualité, leur diversité que la commande publique peut s'orienter les produits locaux, ce qui permettra du coup de promouvoir le label Mali ».

Le pari de l'organisation gagné par le département de la Culture

« Nous sommes ici ce soir, pour renouveler la belle expérience des première et deuxième édition du SIAMA tenues respectivement en 2017 et 2019, mais aussi, pour révéler à nouveau la créativité, les talents artisanaux, et soutenir la transmission des savoirs et savoir-faire maliens », a avait déclaré le ministre Andogoly Guindo lors de l'ouverture de la 3ème édition du SIAMA. Et oui, les défis ont été relevés par la participation massive non seulement des artisans maliens mais aussi ceux venus de l'extérieur. « Je puis affirmer à ce stade que malgré le contexte de double crise sécuritaire et sanitaire, cette 3ème édition du SIAMA a tenu la promesse des fleurs. Le pari n'était pas gagné à l'avance mais, il est heureux de constater que le succès est au-delà des espérances. Cette édition aura été marquée par la présence notable de plusieurs artisans venus de toutes les régions du Mali et de dix autres pays africains », a reconnu le Premier ministre dans son discours de clôture. Aussi, a-t-il ajouté que l'ambition des autorités actuelles est de faire du secteur de l'artisanat un fleuron vital du développement économique, social et culturel du Mali.

Selon le L'ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES DE METIERS DU MLI (APCMM), le SIAMA 2021 disposait de neuf (7) Pavillons, 500 stands climatisés, 84 stands bâtis et plus de 222 stands amenés. Ce dernier a salué les plus hautes autorités, dont le Premier ministre et le ministre Andodoly Guindo, pour la valorisation de la consommation malienne. « Cette consommation nationale ne pouvait prendre cette ampleur sans le soutien et l'accompagnement de Monsieur le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Monsieur Andogoly GUINDO qui ne ménage ni ses efforts, ni son temps pour l'essor de l'Artisanat », a déclaré Mamadou Minkoro Traoré.

Il faut préciser que 14 pays, dont le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, le Niger, le Togo et le Sénégal ont participé à cette édition du SIAMA, qui a également enregistré 1130 exposants environ, plus de 295.000 visiteurs, et un chiffre d'affaires bien élevé.

Boureïma Guindo
Source : LE PAYS



Chili : L'Assemblée constituante renouvelle sa présidence

Au Chili, l'Assemblée constituante choisit à partir de ce mardi sa nouvelle présidence. Six mois après le début de ses travaux, la Constituante est à mi parcours. Objectif : proposer dès juillet 2022 un texte pour remplacer la Constitution héritée de la dictature du général Pinochet. Un scrutin qui se déroule dans un climat d'optimisme puisque le nouveau président, élu il y a deux semaines, a affiché son soutien sans réserve à cette assemblée.

Au moins six élu(e)s ont annoncé publiquement leur candidature à la présidence de l'Assemblée constituante. Mais à quelques heures du vote, il est difficile de savoir qui dirigera les débats, jusqu'en juillet.

Plusieurs postes sont à pourvoir :

- D'abord, ce mardi, la présidence et la vice-présidence. Et une femme devrait encore une

fois être élue à la tête de la Constituante. Rappelons que la présidente sortante, Elisa Loncon, universitaire issue du peuple autochtone mapuche et les différents vice-présidents vont redevenir de simples constituants. Parmi les favorites du scrutin, on trouve Cristina Dorador, une scientifique du Nord du pays et Patricia Politzer, une ancienne journaliste.

- Ensuite, mercredi, ce sera au tour des sept

vice-présidences adjointes. Deux sont réservées aux peuples autochtones, et la parité hommes femmes doit être respectée.

L'élection a lieu dans une ambiance plutôt optimiste. Car le nouveau président de gauche Gabriel Boric (qui prendra officiellement ses fonctions le 11 mars) soutient ouvertement la Constituante, contrairement au candidat d'extrême droite José Antonio Kast, à qui il était opposé au second tour le 19 décembre. A peine élu, le futur nouveau président a effectué une visite symbolique à l'Assemblée constituante avant même de rencontrer les représentants du Sénat et de la chambre des députés.

Les premiers articles de la future Constitution pourraient être adoptés dès le mois prochain. Et le Chili se dirigera probablement vers un texte plus proche de la social-démocratie. Le pays s'éloignerait ainsi du modèle néolibéral hérité de la dictature du général Pinochet.

Source : RFI



Soudan : Nouvelle journée de mobilisation contre l'armée

Encore une journée sous haute tension au Soudan avec de nouvelles manifestations prévues, ce mardi 4 janvier 2021, dans le pays contre le régime militaire. Il s'agit des premiers rassemblements depuis la démission dimanche soir du Premier ministre civil Abdallah Hamdok. Celui-ci a jeté l'éponge après avoir essayé de former un nouveau gouvernement sans succès.

Ce mardi, à Khartoum, les forces de sécurité sont déployés en masse. Les rues menant au quartier général de l'armée dans le centre de la capitale sont entièrement bouclées. Un imposant dispositif sécuritaire a été déployé dans tout le centre-ville, notamment de la police anti-émeute, des forces paramilitaires et l'armée. Les ponts reliant Khartoum à Omdourman - ville jumelle au Nord qui fait office de banlieue - sont bloqués depuis lundi. En effet, des containers ont été installés à l'entrée de ces

ponts, ce qui rend impossible l'accès au centre-ville pour les manifestants qui viennent de ces quartiers populaires et de classe moyenne. Les communications sont difficiles puisque l'internet est bloqué impossible donc de savoir si les Soudanais sont nombreux à avoir répondu à l'appel. Des témoins ont confié à l'Agence France presse que les forces de sécurité tiraient des gaz lacrymogènes sur les manifestants dont c'est le premier rassemblement depuis la démission du Premier ministre dimanche soir.

Deux jeunes tués dimanche

Abdallah Hamdok a jeté l'éponge, car il n'arrivait pas à former un nouveau gouvernement. Il avait été démis de ces fonctions par les militaires, puis réinstallé à son poste et depuis c'est l'impasse. La plupart des partis politiques, et la société civile qui est dans la rue, ne veulent tout simplement pas de militaires et refusent toute cohabitation.

Le danger aujourd'hui, c'est que les militaires sont seuls aux commandes et risquent de nommer un Premier ministre qui leur est favorable. Ce que la rue n'acceptera pas. Donc on se dirige vers un durcissement de la contestation et une répression plus violente. Dimanche 2 janvier, deux jeunes ont été tués par les forces de sécurité alors qu'ils tentaient de manifester à Omdourman. Lundi soir, le général Burhan, à la tête de la junte au pouvoir, s'est exprimé, rappelant qu'il était important de former rapidement un gouvernement indépendant, accepté par tous.

Source : RFI



CAN 2022 : Ibrahim Sangaré impose sa patte chez les Éléphants

Il va composer avec Franck Kessié, l'un des meilleurs milieux de terrain de la Coupe d'Afrique des nations au Cameroun (9 janvier-6 février). L'Ivoirien du PSV Eindhoven, Ibrahim Sangaré, élu joueur du mois de novembre du championnat néerlandais, épate aux Pays-Bas. Il a tout pour devenir l'un des patrons de l'équipe nationale de Côte d'Ivoire.

En ce début d'année 2022, les deux plus grands clubs des Pays-Bas se posent la même question : « comment faire sans notre Éléphant en janvier ? ». L'Ajax Amsterdam, champion en titre et actuel deuxième d'Eredivisie, devra se passer du meilleur buteur du championnat Sébastien Haller, et le PSV Eindhoven, leader avec un point d'avance, devra faire sans Ibrahim Sangaré, joueur le plus important de l'équipe selon les médias locaux.

À 24 ans, le milieu de terrain vit en effet la meilleure période de sa jeune carrière. Arrivé sur la pointe des pieds en septembre 2020 en provenance de Toulouse relégué en Ligue 2,

Ibrahim Sangaré s'est rapidement imposé au milieu de terrain, devenant titulaire dès le premier mois.

Au cœur du réacteur à Eindhoven

Pas toujours impérial balle au pied la saison dernière, celui qui a été formé au Denguelé Sports d'Odienné a beaucoup progressé dans ce domaine. Plus proche de la surface adverse et fin techniquement, le milieu défensif a déjà inscrit trois buts en 15 matchs, soit deux de plus qu'en 29 rencontres lors de l'exercice précédent. Et quand il marque, Ibrahim Sangaré aime nettoyer la lucarne, comme contre le Sparta Rotterdam, le 3 octobre (voir vidéo ci-

dessus).

Son aisance technique lui permet également d'être dépositaire du jeu de son équipe, leader à mi-saison. Le numéro 6 du PSV est celui qui a la moyenne de passes par match la plus haute de son club (77), devant le très expérimenté Mario Götze, champion du monde 2014 avec l'Allemagne. Il est quatrième du championnat néerlandais dans ce domaine et réalise la prouesse de réussir près de 87% de ses passes.

Joueur du mois de novembre aux Pays-Bas

Beaucoup d'actions passent par lui à Eindhoven. Avant de transmettre le ballon à ses coéquipiers, Ibrahim Sangaré l'a souvent récupéré. Il est l'un des meilleurs du championnat dans ce domaine avec une moyenne de 2,4 interceptions et 3,2 tacles réussis par match, soit près de 6 interventions défensives qui permettent à son équipe de récupérer la balle. Un seul joueur fait mieux aux pays des « Oranjes ».

Ce « timide de nature » ne l'est donc absolument pas sur le terrain où il règne au milieu, au point d'avoir été sacré meilleur joueur du mois de novembre en Eredivisie. Une distinction qui n'a absolument pas surpris son entraîneur Roger Schmidt : « C'est un très bon milieu de terrain parce qu'il est doué avec et sans le ballon. Il est fiable et fort dans les duels. Il a toutes les qualités dont un milieu central a besoin ».

Au cœur d'un duo costaud chez les Éléphants

Très performant et patron du milieu au PSV, il pourrait aussi le devenir chez les Éléphants. Dans la hiérarchie, Franck Kessié de l'AC Milan est toujours le taulier, mais Ibrahim Sangaré a réussi à s'imposer à ses côtés pour former l'une des meilleures paires de milieux défensifs d'Afrique.

Pour le moment, ce duo apprend encore à se connaître avant de probablement jouer de longues années ensemble puisque Sangaré n'a que 24 ans et Kessié, 25 ans. De très bon augure pour la Côte d'Ivoire qui espère que ces deux là seront en grande forme à la CAN, après avoir récemment contracté le Covid-19.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les discussions avec vos collaborateurs ralentissent votre activité. Fixez des limites. Cette situation pourrait vous pénaliser. Les conditions de travail ne sont pas les meilleures. Saturne en Capricorne vous fatigue. Vos tâches sont répétitives !

Ce sont encore les coups de tête qui dominent la trésorerie. Ils sont nombreux et sur des petits articles. Les frais peuvent commencer à grimper. Il est indispensable de freiner ces dépenses répétées. Des regrets sont possibles sur un achat important.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Une nouvelle organisation dans votre activité vous demandera plus de travail que d'habitude. Vous devrez reprendre certains dossiers, vous adapter à des outils différents. Ce défi vous stimulera, car vous y verrez l'occasion de démontrer vos compétences.

Vous râlerez, car l'argent que l'on vous doit, malgré les promesses, ne sera toujours pas sur votre compte. Vous aurez beau envoyer un message de rappel, en y mettant les formes, vous n'aurez aucune réponse, ce qui vous plongera dans l'inquiétude.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous faites face à une concurrence assez rude, mais cher natif, il vous en faut plus pour vous effrayer. Cependant, méfiez-vous des coups bas ou des rumeurs que l'on colporte dans votre dos. Ne prêtez pas attention aux jaloux, parce que oui, il y en a.

Côté finances, vous devriez faire chauffer la carte de crédit aujourd'hui. Dépenses pour les enfants, frais scolaires ou dépenses pour des loisirs, il y a des sorties d'argent et vous pensez au pire. Dès ce soir, vous mettez votre nez dans vos comptes.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Dans votre travail, vous vous sentez plus posé, plus réfléchi. Saturne vous amène une maîtrise de vous-même bien appréciable. Vous ressentez de la persévérance et de la détermination, deux qualités indispensables à toute réussite professionnelle.

Des questions d'argent pourraient venir contrarier votre relation si vous êtes en couple, avec peut-être des disputes. D'une manière générale, vos finances vous procurent quelques soucis aujourd'hui. Des événements imprévus risquent d'en être la cause.



Lion (22 juillet - 23 août)

Les activités sont enrichissantes. Un projet peut être lancé. Il peut demander de communiquer. Prendre la parole dans une réunion est possible. Lancez-vous, prenez la parole. Vos idées peuvent être très intéressantes ! Votre créativité est la bienvenue.

Privilégiez les tarifs bas ou les soldes. Vous vivez au-dessus de vos moyens. Cette situation pourrait ne pas durer. Votre compte ne tarde pas à être dans le rouge. Le hasard risque de s'en mêler. Les paiements importants peuvent tomber tous à la fois.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Toutes en Capricorne, un signe ami et super bossueur, cinq planètes seront alliées à 100 %. Actif dans votre activité professionnelle, vous serez aussi connecté aux bonnes personnes. Positif, vous marquerez des points, ce qui favorisera votre avancée.

Ce serait mal vous connaître que d'imaginer que Mars vous fera oublier la prudence la plus élémentaire en matière de finances. Bien au contraire, cette planète vous motivera pour voir loin, anticiper et vous garder de dépenses inutiles et fastueuses.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un bon relationnel c'est une valeur ajoutée à votre savoir-faire et à votre professionnalisme. Ne vous privez pas, vous avez des compétences, faites-les valoir. Ce n'est pas prétentieux de votre part cher Balance, vous avez du potentiel. Mieux vaut que vous fassiez des placements sûrs qu'oser faire des paris risqués ou perdus d'avance. D'autant plus qu'aujourd'hui, vous accueillez une bonne nouvelle, une belle rentrée d'argent vous permet de faire de nouveaux projets d'avenir.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les relations professionnelles risquent d'être un peu perturbées, à cause du mauvais transit de votre Lune. Une incompatibilité d'humeur pourrait même se faire sentir avec certains de vos collègues, ne provoquez pas trop de discussions aujourd'hui !

Toutes ces planètes dans le signe du Capricorne vous amènent une maîtrise parfaite de vos actes, et cela dans plusieurs domaines de votre vie. Les finances en font partie, et votre détermination du moment n'a d'égale que votre clairvoyance.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les tâches sont menées dans une atmosphère spéciale. Vous réalisez que la désorganisation est pénalisante. L'activité se déroule dans une ambiance décousue. Il y a peu de communication avec vos collègues. La fatigue peut s'accumuler avec le stress.

Vous ne songez pas spécialement à l'argent. Vous n'en manquez pas et de toute façon, vous le dépensez rapidement. Faire plaisir à vos proches est votre péché mignon ! Des articles de voyage peuvent vous plaire. Il y a peu de stress face à ces dépenses !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Saturne aura pour vous des recommandations professionnelles bien précises et vous n'aurez pas de temps à perdre dès ce début de semaine. Vous continuerez à progresser, à bétonner votre expérience, donc à bosser dur pour montrer ce que vous vaudrez.

Vos finances seront à la une avec un point précis à faire sur votre situation et les moyens dont vous disposerez. Vous examinerez vos factures, vos crédits, vos abonnements, tout devra être passé au crible et ajusté, afin de ne pas être pris au dépourvu.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Il y a de véritables enjeux professionnels, vous devrez réfléchir rapidement, mais surtout très efficacement. Cher natif, les planètes vous conseillent, pour chaque situation d'adopter le bon réflexe. Ne restez pas les bras croisés, agissez !

Lorsque vous devez payer certaines dépenses, vous pensez systématiquement à votre compte bancaire et ça vous donne quelques frissons. C'est pourquoi, prenez le temps de faire vos comptes, ça vous évitera une catastrophe. Vous êtes averti.



Poisson (19 février - 21 mars)

Votre travail est toujours bien favorisé par ce superbe stellium, qui influe sur votre personnalité. Votre persévérance et votre détermination vous aident dans votre volonté de réussite, et vous parvenez à un résultat au-delà de vos espérances !

Vous êtes dynamique aujourd'hui et vos réactions sont vives, mais toujours excellentes. Cela vous permet de rebondir rapidement concernant l'état de vos finances, qui pourraient laisser à désirer. Vous avez un peu exagéré les dépenses ces derniers temps.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23